

L'Histoire, matière inflammable

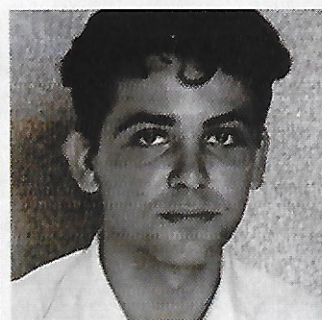
Mémoires. Quand les (re)lectures du passé enveniment tout débat.

PAR FRANÇOIS-GUILAUME LORRAIN

Les cris d'orfraie poussés après l'hommage rendu par Emmanuel Macron au Pétain général de la Grande Guerre, au cœur d'une commémoration qui se voulait fédératrice; la polémique née de la publication de « Sexe, race et colonies » (La Découverte), qui pointe le fantasme racial de la France; le vif émoi provoqué par la reconnaissance d'une responsabilité de l'Etat français dans la mort de Maurice Audin, sympathisant du FLN, pendant la guerre d'Algérie; souvenons-nous aussi de la sarkozyste Maison de l'histoire de France, qui vit s'affronter les tenants d'un strict roman national aux partisans d'un récit plus mondialisé.

Chaque semaine offre l'occasion aux Français et aux médias de s'étriper sur un point de notre Histoire avec une passion qui étonne nos voisins. Il ne saurait même y avoir de succès d'un livre d'Histoire s'il n'est porté par une controverse mémorielle. Eric Zemmour le sait bien, mais l'engouement pour « Histoire mondiale de la France », 100 000 exemplaires vendus, vision ouverte de notre passé très attaquée à droite, l'a aussi confirmé. Veut-on dépasser les quelques milliers d'exemplaires auxquels plafonne désormais tout ouvrage d'Histoire, on prend un sujet qui ouvrira une cicatrice, pied-noir, harki, vendéenne... Les champs de tirse déplacent avec le temps. Après la période 1940-1944, la guerre d'Algérie demeure le front radioactif. En France, momie couverte de pansements multicolores, la mémoire historique est un sport de combat. Sans parler des empoignades autour des programmes d'Histoire, où les parents se veulent les gardiens d'un certain récit à transmettre à leurs enfants.

Pour qu'il y ait guerre des mémoires, encore faut-il qu'il y en ait. Certains historiens remontent à l'émiettement des tribus gauloises. D'autres invoquent l'écri-



Pardon. Le 13 septembre, Emmanuel Macron, accompagné de la fille du militant communiste Maurice Audin (ci-dessus), se rend chez la veuve de ce dernier, à Bagnolet, pour reconnaître son assassinat par l'armée française en Algérie, en juin 1957.

Tout, chez nous, prend les allures d'une affaire Dreyfus.

sement des identités régionales par un Etat jacobin. Ou la préexistence d'un Etat à une nation rattrapée par le ferment de la division. Ou la multiplication des révolutions, dont celle de 1789, qui aurait tracé une ligne rouge et fut, dès le XIX^e siècle, notre première guerre de mémoires. Plus près de nous, rappelons l'essor, dans les années 1970, de la catégorie même de la mémoire. Une mémoire que les historiens eux-mêmes opposèrent à l'Histoire, avant que l'Etat, prenant acte de ce bond en arrière, n'inaugure la politique officielle du devoir de mémoire dans les années 1980. Ajoutons le surgissement simultané dans le discours politique d'une notion, l'identité nationale, d'abord revendiquée à gauche, puis récupérée à droite, avant que la gauche mette en avant l'idée de communauté.

Points de friction. Puisqu'il ne saurait y avoir d'identité sans mémoire, tout était en place pour voir fleurir ces « guerres franco-françaises » que la revue *Vingtième Siècle*, en 1985, fut la première à souligner. Après l'entreprise (ré)conciliatrice des « Lieux de mémoire » partagés de Pierre Nora, l'heure était aux forces centrifuges. Henry Rousso dans « Le syndrome de

Vichy » (1987), puis Daniel Lindenberg, en 1994, imposent le terme de « guerre de mémoires ». Après la Révolution française, l'affaire Dreyfus, la Commune, la Grande Guerre, Vichy, la guerre d'Algérie, Mai 68, d'autres points de friction surgiront : colonisation, esclavage, immigration, Lindenberg estimant que la ligne de fracture reste la même, chaque conflit mémoriel reprenant la guerre précédente sous une autre forme. Que fait l'Etat ? Il tente de départager les belligérants par une mémoire officielle – commémorations, mémoriaux, lois mémorielles – avec plus ou moins de bonheur.

Dans une médiatisation à outrance, dans une ère de récits alternatifs et de réécritures constantes aussi, la mémoire, objet par excellence de communication, semble vouée à occuper le terrain. Notre mémoire serait l'Histoire continuée sous d'autres moyens, plus ou moins pacifiques. « Ils en ont parlé » : on se souvient de ce dessin d'un salon ravagé après qu'une famille a évoqué l'affaire Dreyfus. Tout, chez nous, prend les allures d'une affaire Dreyfus. Il n'y a guère que l'Europe qui n'ait pas sa guerre de mémoire. Et encore... Gageons que dans vingt ans s'affronteront plusieurs mémoires de l'Europe ■